

Prise d'otages chez TOUPNOT !

Ou : comment un groupe de salariés dévoués à leur travail, se retrouvent pris en otage par les dirigeants d'un groupe assoiffé de gains ?

En effet, nous les 75 salariés dévoués de cette PME jadis familiale, TOUPNOT, depuis 1932, devenue propriété du groupe COFIGEO, basée à Lourdes, dans cette région chère au président de la République, nous nous retrouvons sur le point de perdre nos emplois suite au sinistre accidentel de notre usine survenu, dans la nuit du 9 au 10 janvier 2019.

Jusque-là, évoluant dans cette petite unité, la totalité des salariés sans aucune appartenance syndicale, n'avait comme seul souci que le devoir du travail accompli. Dirigés par leur PDG, affichant depuis sa prise de pouvoir sa zénitude à l'égard du fonctionnement de l'entreprise, nul ne pouvait penser, se retrouver dans cette situation ! Et pourtant, d'ouvriers dévoués, nous devenons combattants pour nous défendre de ses décisions tardives et inadaptées à la sauvegarde de l'entreprise et ses emplois.

Le groupe, COFIGEO, solide sur les marchés des plats cuisinés en conserves, grâce au regroupement des marques RAYNAL ET ROQUELAURE, WILLIAM SAURIN, ZAPETTI, GARBIT, n'a que faire du devenir des salariés de leur usine TOUPNOT.

Ce jour, au terme de 4 mois d'inactivité, COFIGEO se permet de détourner les conclusions des différents experts mandatés, tant par l'Etat, que par le Comité d'Entreprise, Experts UNANIMES pour dire que des solutions viables et durables existent ! Hors les choix de COFIGEO, communiqués par Mr Rémi Arnaud de Sartre, Président Directeur Général de TOUPNOT, et co-président du groupe, s'orientent vers une solution éphémère destructrice d'emplois à court comme à long terme.

S'obstinant dans leur soi-disant réflexion, les dirigeants du groupe, tout en ne manifestant aucune volonté de voir reprendre l'activité industrielle sur notre territoire, refusent même de laisser la possibilité à un repreneur

Le constat aujourd'hui est simple. Exerçant dans un secteur reconnu comme porteur, dans une région désignée territoire d'industrie, là où le manque d'activité et le chômage restent préoccupants ; il est donc impératif de redémarrer cette activité dotée d'un savoir faire inégalé et de plus ouverte à une importante diversité.

Il est temps de mettre fin à la représentation théâtrale à laquelle se sont livrés nos dirigeants à travers les différents rendez-vous obligatoires, fixés par l'État et les Pouvoirs Publics.

Finissons-en avec les one-man show dans les différents ministères où ces Tristes Sires n'ont que faire de la main d'œuvre de leurs différentes usines.

Une fois de plus, c'est le choix d'actionnaires équilibristes qui va déstabiliser l'économie et l'industrie de nos régions.

C'est pour cela qu'aujourd'hui nous n'avons d'autre choix que de vous dire, à vous, Messieurs du Gouvernement, Parlementaires, Elus et Haut Dignitaire de l'Etat :

« Bougez-vous, ne vous laissez plus manipuler et abuser, faites respecter les **DROITS** des salariés et appliquer leurs **DEVOIRS** aux dirigeants scélérats »

Les salariés TOUPNOT